



**GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE
HAINAUT-CAMBRESIS**

**Etablissement support
Centre Hospitalier de Valenciennes**

**APPEL D'OFFRES DRAPAGE OPERATOIRE –
PROTECTIONS A USAGE UNIQUE STERILES**

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : Lundi 12 mai 2025 à

16h00

Table des matières

REGLEMENT DE LA CONSULTATION	5
Article 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR	5
1.1. Nom et adresse de l'organisme acheteur.....	5
1.2. Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues.....	5
1.3. Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus par téléchargement, après identification, sur le site Internet : https://www.marches-publics.gouv.fr	5
1.4. Site sur lequel les offres doivent être déposées.....	5
Article 2 – OBJET DU MARCHE	6
2.1. Description / Objet du marché	6
2.2. Type de marché	6
2.3. Nomenclature (classification CPV) : Vocabulaire principal 33141000-0	6
2.4. Division en lots : Oui	6
2.5. Lieu d'exécution / de livraison des fournitures	6
2.6. Durée du marché, délai d'exécution	6
Article 3 – MODALITES DE CONSULTATION ET DE RETRAIT DU DCE (DOSSIER DE CONSULTATION ENTREPRISES)	7
3.1. Obtention du dossier de consultation (DCE).....	7
3.2. Contraintes informatiques.....	7
Article 4 – DELAI ET MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	8
4.1. Date limite de réception des offres.....	8
4.2. Modalités de remise des candidatures et des offres.....	8
4.2.1. Mode de remise des plis.....	8
4.2.2. La signature électronique des candidats.....	8
4.2.3. Présentation et contenu des plis.....	9
4.2.4. Présentation et régime des prix.....	10
4.2.4.1 Modalités de détermination des prix.....	10
4.2.4.2 Forme de prix.....	10
4.2.6. Les modalités de remise des spécimens	12
4.2.7. Essais, démonstrations	12
Article 5 – LA CONSTITUTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE ET D'OFFRE : DISPOSITIONS GENERALES	12
5.1. Les conditions de langue	12
5.2. Les conditions de monnaie	12
5.3. Les conditions liées au groupement d'opérateurs économiques	12
5.4. Conditions de participation	13
5.5. Acceptation des variantes libres : Non	13
5.6. Compléments de gamme (option)	13
5.7. Les conditions liées à la procédure dématérialisée	13
5.8. Précisions sur la réponse attendue	13
5.9. Délai de validité de l'offre	13
Article 6 – PROCÉDURE	14
6.1. Ouverture des plis et critères d'attribution.....	14
6.1.1. Ouverture des plis.....	14
6.1.2. Critères d'attribution.....	14
6.2.3. Modalités retenues pour l'analyse des offres.....	14
Article 7 – ATTRIBUTION DU MARCHE	15
Article 8 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	15
CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)	16
Article 1 – OBJET ET DEFINITION DU MARCHE	16
Article 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	17
Article 3 – MODALITE D'EXECUTION ET DELAI DE LIVRAISON	17

Article 4 – MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX.....	18
4.1. Conditions générales.....	18
4.2. Présentation et régime des prix.....	18
4.2.1 Remise pour paiement rapide.....	18
4.2.2 Remise pour nombre maximal de commandes annuelles	18
4.2.3 Remise sur chiffre d'affaire ou quantités commandées.....	18
4.2.4 Remise pour passage de commande par EDI	19
4.3. Modification du prix.....	19
Article 5 – MODALITES DE PAIEMENT.....	19
5.1. Avance.....	19
5.2. Facturation.....	19
5.3. Règlement.....	20
Article 6 – CONSTITUTION DE STOCK.....	20
Article 7 – RETENUE DE GARANTIE.....	20
Article 8 – RECEPTION – TRANSPORT DES FOURNITURES.....	20
Article 9 – VERIFICATION – ADMISSION.....	21
9.1 Vérification.....	21
9.2 Non-respect des quantités à la livraison.....	21
9.3 Non-respect de la qualité.....	21
Article 10 – RUPTURE D'APPROVISIONNEMENT.....	22
10.1 Information coordonnateur technique.....	22
10.2 Défaut ou retard de livraison.....	22
Article 11 – CLAUSES DE REEXAMEN EN CAS D'IMPREVISION ET DE CIRCONSTANCES IMPREVUES.....	23
11.1 Incidence d'un évènement imprévisible et extérieur aux parties.....	23
Article 12 – PENALITES – RESILIATION – EXECUTION PAR DEFAULT.....	24
12.1 Pénalités.....	24
12.2 Suspension.....	24
12.3 Autres pénalités.....	24
12.4 Résiliation.....	24
Article 13 – DISPOSTIONS PARTICULIERES APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRES ETRANGERS.....	25
13.1 Prix.....	25
Article 14 – NANTISSEMENT.....	26
Article 15 – CARACTERISTIQUES DE LA FOURNITURE.....	26
Article 16 – QUALIFICATION DES FOURNISSEURS ET ASSURANCE DE QUALITE.....	26
Article 17 – QUALITE DES PRODUITS.....	27
Article 18 – INFORMATIONS TECHNIQUES – FORMATION.....	27
Article 19 – GARANTIE.....	27
Article 20 – LITIGES.....	27
Article 21 – DEROGATIONS AU CCAG – FCS.....	27

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Nom et adresse de l'organisme acheteur

Le Centre Hospitalier de Valenciennes, établissement support du GHT Hainaut-Cambrésis, agit en tant que pouvoir adjudicateur.

Le marché concerne le Centre Hospitalier de Denain, membre du GHT Hainaut-Cambrésis.

1.2. Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues

Les renseignements complémentaires éventuels sur les cahiers des charges sont communiqués six jours au plus tard avant la date limite de remise des offres.

1.3. Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus par téléchargement, après identification, sur le site Internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Article 2 – OBJET DU MARCHE

2.1. Description / Objet du marché

La présente consultation a pour objet DRAPAGE OPERATOIRE – PROTECTIONS A USAGE UNIQUE STERILES

Les caractéristiques techniques des fournitures devront répondre aux prescriptions définies par le C.C.P.

2.2. Type de marché

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles R.2124-1 et R.2124-2 et R.2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum avec un seul attributaire par lot tel que défini aux articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique relatif aux accords-cadres.

Le maximum est fixé pour chaque lot pour une année dans l'annexe 1 Quantification.

2.3. Nomenclature (classification CPV) : Vocabulaire principal 33141000-0

2.4. Division en lots : Oui

La consultation comporte 7 lots.

2.5. Lieu d'exécution / de livraison des fournitures :

2.5.1 : Lieu d'exécution : Centre Hospitalier de Denain. 25 Bis rue Jean Jaurès BP 225, 59 723 DENAIN cedex

2.5.2 : Lieu de livraison : Centre Hospitalier de Denain. 25 Bis rue Jean Jaurès BP 225, 59 723 DENAIN cedex

2.6. Durée du marché, délai d'exécution

Le marché est conclu pour une durée de 13 mois à compter du 1^{er} septembre 2025 ou à compter de la date de notification si elle est postérieure. Au-delà de la 1^{ère} période d'exécution, le marché pourra être reconduit 2 fois 12 mois par reconduction tacite.

Après la période initiale d'un an, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas reconduire le marché, par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de trois mois et, en dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

Article 3 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

En application des articles R. 2132-1 à R.2132-6 du code de la commande publique, les candidats ont l'obligation de télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) dans son intégralité, via le site dont l'adresse Internet est <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le dossier remis aux candidats comprend (pièces obligatoires) :

- Le présent Dossier de consultation, comprenant le Règlement de la Consultation et le Cahier des Clauses Particulières ;
- Un Acte d'engagement ;
- La quantification ; (annexe 1)
- La fiche renseignement du fournisseur (Annexe 2) ;
- Le questionnaire développement durable (Annexe 3) ;
- Les formulaires DC1 et DC2

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Article 4 – DELAI ET MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

4.1. Date limite de réception des offres

La date et l'heure limites de réception des plis (candidatures et offres et, le cas échéant, de leur copie de sauvegarde) sont les suivantes :

au plus tard le 12/05/2025 à 16H

Les dossiers parvenant après le délai fixé ne seront pas ouverts.

Date(s) et heure(s) de réception pour les spécimens :

au plus tard le 12/05/2025 à 16H

NB : les horaires d'ouverture de la pharmacie sont du lundi au vendredi :

- Réception-Colis de 8 heures à 12 heures.

4.2. Modalités de remise des candidatures et des offres

4.2.1. Mode de remise des plis

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

4.2.2. La transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :
Centre Hospitalier de Valenciennes

AVENUE DESANDROUIN
Cellule des marchés
59322 VALENCIENNES

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

4.2.3. La transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

4.2.4. Présentation et contenu des plis

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter leur candidature: Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr ; ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

- Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus aux articles R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du code de la commande publique :
 - o Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdictions de soumissionner ;
 - o Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail.
- Les renseignements concernant les interdictions de soumissionner tels que prévus aux articles R. 2143-5 au R. 2143-9 du code de la commande publique :
 - o Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus aux articles R. 2142-1, R. 5142-2, R. 2142-5 à R. 2142-12 du code de la commande publique :
 - o Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les

fournitures objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que les pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 10 jours.

- L'offre

Contient :

- Un acte d'engagement daté et signé ;
- Le dossier de consultation comprenant le cahier des clauses particulières (C.C.P.) et ses documents annexés, cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé ;
- L'offre de prix
- Fiche de renseignement du fournisseur (annexe 2)
- Le questionnaire développement durable (annexe 3)
- Tous autres documents à l'initiative du candidat permettant de mieux appréhender son offre tels que les documentations commerciale, technique, le(s) manuel(s) d'utilisation, etc ;
- Il est recommandé de joindre également à l'offre (sous format électronique obligatoirement), pour chaque produit, un dossier technique comprenant une fiche technique.
- Un RIB

4.2.5. Les modalités de remise des spécimens

Les candidats devront fournir 2 spécimens des dispositifs médicaux proposés pour chaque lot. Toute proposition sera rejetée si le candidat n'a pas envoyé les spécimens demandés.

Ils seront remis dans les délais que l'offre qu'ils accompagnent. Ils seront livrés séparément dans un conditionnement approprié portant les mentions « Spécimens - Ne pas ouvrir - Raison sociale », ainsi que les références de la consultation et éventuellement le n° de lot concerné à l'adresse suivante : **CENTRE HOSPITALIER DE DENAIN – SERVICE PHARMACIE – 25 bis rue Jean Jaurès horaires : 8h-16h.**

Chaque spécimen sera accompagné de sa fiche technique ou du numéro de la fiche jointe à l'offre. Le format électronique pour la fiche technique sera préféré (CD-ROM, clé USB... à l'exception de disquette). Chaque spécimen doit être identifié par le n° de lot correspondant. Les spécimens demeureront la propriété de l'établissement de santé.

Le matériel devra être présenté au pharmacien responsable du marché avant d'éventuels essais. Des échantillons supplémentaires pourront être ultérieurement demandés pour des essais cliniques complémentaires.

4.2.6. Essais, démonstrations

Les essais ou démonstration seront organisés selon les modalités définies par le pharmacien responsable du marché, sous réserve de régularité de l'offre du candidat.

Article 5 – LA CONSTITUTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE ET D'OFFRE : DISPOSITIONS GENERALES

5.1. Les conditions de langue

La langue devant être utilisée pour présenter les candidatures et les offres est le français.

Les pièces accompagnant le dossier de candidature et d'offre rédigées en langue étrangère ne seront acceptées que si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

5.2. Les conditions de monnaie

Le candidat est informé que le pouvoir adjudicateur conclura le marché en Euro.

5.3. Les conditions liées au groupement d'opérateurs économiques

Forme juridique que devra revêtir le groupement de fournisseurs, ou de prestataires de services attributaire du marché : Sans objet.

5.4. Acceptation des variantes libres : Non

5.5. Compléments de gamme (option)

Les candidats ont la possibilité de proposer des compléments de gamme (autres tailles ou autres présentations...) en particulier lorsque cela est demandé dans la notice du lot ou à la discrétion du fournisseur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, lors de la notification du marché, de retenir ces compléments dans l'offre.

5.6. Les conditions liées à la procédure dématérialisée

Le candidat doit respecter les prescriptions suivantes :

- Dans l'« enveloppe électronique » (dossier de candidature et dossier contenant l'offre), **les fichiers contenant les documents demandés ne peuvent être transmis autrement que sous l'un des formats suivants : PDF, ZIP, CRY, DOC ou ODT.** Sauf disposition particulière, l'enveloppe électronique contenant l'offre doit être présentée selon des formats et une police utilisés dans les documents du DCE.

- Les intitulés des fichiers doivent être clairement compréhensibles et indiquer les trois éléments suivants :

- La raison sociale du candidat ou mandataire du groupement (en entier, en abrégé ou selon ses initiales connues) ;
- La nature du document contenu (par exemple : « Offre de prix ») ;
- Le format d'enregistrement correspond à l'une des extensions de formats mentionnés ci-dessus.

Après la notification, le coordonnateur du G.H.T se réserve le droit d'envoyer toute communication (résiliation, avenant, décision unilatérale, révision de prix, reconduction, ...) via le suivi des échanges (échange sécurisé) de la plate-forme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

5.7. Précisions sur la réponse attendue

Chaque candidat peut soumissionner pour un ou plusieurs des lots.

Les offres doivent répondre au descriptif technique tel qu'il est présenté dans le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.).

Chaque offre doit répondre au(x) lot(s) complet(s) pour le(s)quel(s) elle est présentée.

5.8. Délai de validité de l'offre

Le délai minimum de validité des offres est de **14 mois** à compter de la date limite de réception des offres.

Article 6 – PROCÉDURE

6.1. Ouverture des plis et critères d'attribution

6.1.1. Ouverture des plis

Le Pouvoir Adjudicateur procédera à l'examen des candidatures, en enregistrera le contenu et éliminera, celles qui, en application des articles R. 2142-1 à R. 2142-14 et R. 2142-19 à R.2142-27 et R.2143-3 à R. 2143-16 du code de la commande publique, ne peuvent être admises.

6.1.2. Critères d'attribution

« L'offre économiquement la plus avantageuse » est choisie, et appréciée en fonction des critères pondérés ci-dessous :

- **1- Prix : 30 %**
- **2- Critère technique : 65 %**
 - Conditionnement et étiquetage du spécimen : 5 %
 - Etendue de la gamme : 20%
 - Qualité pharmaceutique du spécimen : 40%
- **3- Critère développement durable : 5 %**

6.2.3. Modalités retenues pour l'analyse des offres

L'examen des offres s'effectue lot par lot. Les offres inacceptables ou inappropriées sont éliminées. Toutefois, le pouvoir adjudicateur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

- La valeur technique sera notée de 0 à 20 (critères 2-3).
- La note économique sera calculée sur 20 de la manière suivante (critère 1) :
 $20 \times (1 - (\text{Montant} - \text{Montant min}) / \text{Montant maxi})$

L'absence du questionnaire fiche fournisseur (annexe 3) entraînera automatiquement la note 0 sur le critère prestation fournisseur et sécurité d'approvisionnement.

Toutes les informations fournies par le candidat à l'appui de son offre prendront valeur contractuelle s'il est retenu.

En cas de discordance entre, d'une part le prix unitaire multiplié par la quantité demandée et/ou la TVA, d'autre part le montant total, c'est le prix unitaire hors taxe remisé qui sera retenu et le montant total hors taxe corrigé en conséquence.

Article 7 – ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le jugement des offres se fera lot par lot, et un seul candidat sera retenu pour chaque lot identifié. Un candidat pourra se voir attribuer plusieurs lots, certains lots pourront être notifiés en décalé soit de manière anticipée, soit postérieurement.

Le pouvoir adjudicateur procédera au classement des offres considérées régulières, acceptables et appropriées.

Conformément aux dispositions des articles R. 2144-1 à R. 2144-7 et R. 2152-1 à R. 2152-7, le classement établi par le Pouvoir Adjudicateur en fonction des critères d'attribution énoncés à l'article 6 du présent règlement de la consultation, permettra de déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse.

S'il n'a pas reçu d'offre qui lui paraisse régulière, acceptable ou appropriée, le pouvoir adjudicateur pourra déclarer tout ou partie de l'appel d'offres infructueux.

Après attribution, le pouvoir adjudicateur vérifiera que l'attributaire répond aux conditions préalables à la signature du marché indiquées ci-après. Il avisera alors, par écrit, les candidats non retenus et notifiera le marché à l'attributaire conformément aux articles R. 2181-1, R. 2181-3 et R. 2181-4 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de déclarer à tout moment, tout ou partie de la procédure, sans suite.

Si les documents prévus aux articles R. 2143-5 à R. 2143-16 du code de la commande publique, n'ont pas été fournis au titre de l'année précédant le lancement de la présente consultation, le candidat joindra à son offre l'attestation sur l'honneur annexée dûment remplie et signée.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Tout document provenant de pays non francophones doit impérativement être traduit en langue française.

Article 8 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Tout renseignement complémentaire concernant le CCP, peut être demandé :

- en posant une question à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> au niveau de cette consultation.

Pour permettre au Pouvoir Adjudicateur de répondre aux candidats, ces derniers devront transmettre leurs éventuelles demandes de renseignements complémentaires, dix (10) jours au plus tard avant la date limite de remise des offres.

Les réponses se feront via le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr> à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Article 1 – OBJET ET DEFINITION DU MARCHE

Le marché a pour objet DRAPAGE OPERATOIRE - PROTECTIONS A USAGE UNIQUE STERILES divisé en **7 lots**. Les caractéristiques et les quantités sont précisées dans l'annexe 1.

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles R. 2124-1 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Le maximum est fixé pour chaque lot pour une année dans l'annexe 1 Quantification.

Le marché est conclu pour une durée de 13 mois à compter du 1er septembre 2025 ou à compter de la date de notification si elle est postérieure. Au-delà de la 1ère période d'exécution, le marché pourra être reconduit 2 fois 12 mois par reconduction tacite.

Après la période initiale d'un an, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché à tout moment, sur la plateforme PLACE avec accusé de réception, en respectant un préavis de trois mois et, en dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

Article 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, les premiers énumérés prévalant sur les suivants en cas de contradiction :

- L'acte d'engagement, ses éventuels avenants et ses annexes, notamment l'offre de prix,
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) et ses annexes :
 - o Annexe 1 : Quantification
 - o Annexe 2 : Fiche de renseignements fournisseur
 - o Annexe 3 : Fiche Développement Durable
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services « CCAG / FCS » (disponible sur Légifrance : <https://www.legifrance.gouv.fr>), issu de l'arrêté du 30 mars 2021 publié au Journal officiel du 1^{er} avril 2021.
- Toutes les informations fournies par le candidat à l'appui de son offre.

Après la notification, le coordonnateur du GHT se réserve le droit d'envoyer toute communication (résiliation, avenants, décision unilatérale, révisions de prix, reconduction, ...) via le suivi des échanges (échange sécurisé) de la plate-forme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Article 3 – MODALITE D'EXECUTION ET DELAI DE LIVRAISON

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande. Le délai de livraison est de 3 jours ouvrés et commence à courir à compter de sa date de réception. Cette dernière vaut mise en demeure pour l'application de l'exécution par défaut prévue à l'article 12.

Si le délai ou la date de livraison sont dépassés, le titulaire peut encourir les pénalités prévues à l'article 12.

Les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la période d'exécution du marché, toutefois, ils peuvent être exécutés postérieurement au terme de cette période dans la limite de 3 mois.

Le bon de commande comporte :

- La référence au présent marché ;
- La désignation de la fourniture ;

- Les quantités commandées ;
- Le ou les lieux et le délai de livraison ;
- Et tout autre renseignement utile.

Il peut également mentionner :

- Les prix unitaires HT, figurant au marché ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TTC de la commande.

Seuls les bons de commande signés par l'un des pharmaciens habilités de la pharmacie à usage intérieur de chaque établissement adhérent sont honorés par le fournisseur. Les bons de commandes sont transmis par télécopie ou par voie dématérialisée via EDI.

Article 4 – MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX

4.1. Conditions générales

Les prix s'entendent hors TVA pour fourniture rendue franco de port et d'emballage à destination, **au-delà de 50 € HT. En dessous de ce montant, le port dû sera plafonné à 10 € HT. Aucun minimum de commande ne sera accepté.**

Le cas échéant, doit être précisé tout ce qui est compris dans le prix : formation, maintenance..., les prestations liées au dépôt des fournitures telles que précisées dans la convention de dépôt des dispositifs médicaux implantables.

4.2.6.1 Forme de prix

Les prix sont présentés à l'unité et s'entendent hors TVA pour fourniture rendue franco de port et d'emballage à destination, **au-delà de 50 €, en dessous de ce montant, le port dû sera plafonné à 10 € HT. Aucun minimum de commande ne sera accepté.**

L'offre, exprimée en euros, doit faire apparaître dans l'ordre :

- Le numéro du lot ;
- La désignation du produit (dénomination commerciale) ;
- Le prix unitaire proposé hors taxe, par unité de distribution ;
- Le taux de TVA et des taxes parafiscales selon la nature des produits objet de la consultation ;
- Le candidat doit indiquer le conditionnement et les références du ou des produits proposés ;
- Les codes CLADIMED (ATC), LPP, ...

4.2. Présentation et régime des prix

Les prix sont fermes pour la première période d'exécution du marché soit jusqu'au 30/09/2026. Les modalités de modification de prix pour la période de reconduction sont précisées à l'article 4.3.

Le présent marché est traité par application de prix unitaire, les prix unitaires seront appliqués aux quantités réellement livrées.

Pour les produits inscrits sur la liste des produits et prestations remboursables (LPPR), les prix sont révisables.

Le barème servant de référence est celui en vigueur au jour de la proposition et dont un exemplaire sera obligatoirement joint à l'offre.

4.2.1 Remise pour paiement rapide

Les fournisseurs peuvent proposer des formules de remises pour paiement rapide pour un paiement inférieur au délai légal en vigueur.

Les précisions figurent dans la fiche fournisseur (annexe 2).

Chaque adhérent établit un état récapitulatif des remises pour paiement rapide consenties par semestre ou organise tout autre moyen d'obtenir les remises pour paiement rapide en accord avec le fournisseur.

Les modalités de règlement seront prises en accord avec le titulaire.

4.2.2 Remise pour nombre maximal de commandes annuelles

Les fournisseurs peuvent proposer des formules de remises pour un nombre maximal de commandes annuelles.

Les précisions figurent dans la fiche fournisseur (annexe 2).

Chaque adhérent établit un état récapitulatif des remises pour un nombre maximal de commandes annuelles consenties par semestre ou organise tout autre moyen d'obtenir les remises pour un nombre maximal de commandes annuelles en accord avec le fournisseur.

Les modalités de règlement seront prises en accord avec le titulaire.

4.2.3 Remise sur chiffre d'affaire ou quantités commandées

Les fournisseurs peuvent proposer des remises sur chiffre d'affaire ou sur des quantités commandées.

Les précisions figurent dans la fiche fournisseur (annexe 2).

Chaque adhérent établit un état récapitulatif du chiffre d'affaire ou des quantités commandées par semestre ou organise tout autre moyen d'obtenir les remises sur chiffre d'affaire ou sur des quantités commandées en accord avec le fournisseur.

Les modalités de règlement seront prises en accord avec le titulaire.

4.2.4 Remise pour passage de commande par EDI

Les fournisseurs peuvent proposer des formules de remises pour un nombre maximal de commandes annuelles passées par EDI.

Les précisions figurent dans la fiche fournisseur (annexe 2).

Chaque adhérent établit un état récapitulatif des remises pour un nombre maximal de commandes annuelles passées par EDI consenties par semestre ou organise tout autre moyen d'obtenir les remises pour un nombre maximal de commandes annuelles passées par EDI en accord avec le fournisseur.

Les modalités de règlement seront prises en accord avec le titulaire.

4.3. Modification du prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base du prix proposé lors de la remise des offres. Ce prix est appelé « prix zéro ».

Les prix sont fermes pendant la 1ère période d'exécution soit jusqu'au 30 septembre 2026, ils peuvent ensuite être modifiés dans les conditions ci-après :

Le titulaire s'engage, à peine de forclusion, à notifier son nouveau barème avec un préavis de 3 mois minimum avant la date prévue pour la modification (date anniversaire de la fin de la période) par lettre recommandée avec AR. La date prévue de modification est le 1er octobre 2026.

L'évolution du prix de règlement résultant de l'application de la référence d'ajustement (rabais déduit) ne pourra en aucun cas conduire à une augmentation supérieure à 1% par an.

Si la révision n'est pas demandée ou refusée, les conditions de l'année précédente seront automatiquement reconduites. A défaut d'accord entre les deux parties, l'une ou l'autre pourra dénoncer le marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement de prix unitaire lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 1% fixée par le marché.

Article 5 – MODALITES DE PAIEMENT

5.1. Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG – Fournitures Courantes et Services.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-3 à R.2191-12 et R.2191-15 à R.2191-19 du Code de la Commande Publique, si le marché ne prévoit pas de montant minimum ou un montant minimum inférieur à 50 000 € HT, il ne sera pas versé d'avance au Titulaire sauf pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le titulaire peut renoncer à cette avance dans l'acte d'engagement.

5.2. Facturation

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitants admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1* La date d'émission de la facture ;
- 2 ° la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3 ° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4 ° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5 ° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux réalisés ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

5.3. Règlement

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 50 jours suivant la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes conformément aux dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013. En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 8 points de pourcentage (décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique).

Le comptable assignataire chargé du paiement est le Trésorier de chaque établissement adhérent au présent marché.

Article 6 – CONSTITUTION DE STOCK

Néant.

Article 7 – RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution de garantie.

Le titulaire a la possibilité de renoncer à l'avance prévue aux articles R. 2191-3 à R. 2191-12 et R. 2191-15 0 R. 2191-19 du code de la commande publique.

Article 8 – RECEPTION – TRANSPORT DES FOURNITURES

La livraison de la fourniture donne lieu à un bon de livraison dont un double est remis à l'Etablissement. Ce bon de livraison précisera :

- L'identification du titulaire ;
- La date d'expédition ;
- La référence de la commande ainsi que la référence du marché ;
- L'identification des fournitures livrées et quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- La date de livraison prévue.

En complément de l'article 21 du CCAG-FCS :

Le titulaire devra prendre en charge le déchargement des produits et devra assurer la livraison de ces produits jusque dans les locaux indiqués ci-dessus.

Le titulaire est déclaré responsable des marchandises jusqu'à leur réception ; les avaries, incidents, accidents ou vols durant le transport sont déclarés être sous la responsabilité exclusive du titulaire.

A la réception, une vérification immédiate de la livraison est effectuée. La livraison des fournitures est constatée par la signature d'un récépissé de transport ou d'un bordereau de livraison.

Les livraisons seront effectuées à la pharmacie de chaque membre adhérent sur le lieu mentionné sur le bon de commande selon les indications d'ouverture indiquées sur le bon de commande.

Le candidat est réputé avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement des installations, des voies d'accès et de tout autre élément d'information qui pourrait influencer sur les conditions de livraison.

Elles sont effectuées par les soins et aux frais des fournisseurs (conditionnement, emballage, transport, assurance) sauf mention franco de port sans aucun minimum de commande et accompagnées d'un bon de livraison comportant les quantités, références et désignations des produits livrés, le numéro de bon de commande ainsi que la date de livraison.

Pour les fournitures livrées sur palette, celles-ci seront conformes aux normes européennes.

Article 9 – VERIFICATION – ADMISSION

9.1 Vérification

L'admission des fournitures sera prononcée par le pharmacien responsable ou son représentant qui s'assure de la conformité des produits selon les règles du Code de la Santé Publique (CSP) et code de la commande publique et dispose de 15 jours à compter de la date de livraison pour vérifier et accepter les fournitures (art. 28 à 30 du CCAG - FCS).

Aucune substitution d'une fourniture à une autre, même à titre de dépannage, ne pourra être acceptée en livraison, si elle n'a reçu l'accord préalable du pharmacien responsable. Le non-respect de cette règle entraînerait le retour de la marchandise en port dû.

9.2 Non-respect des quantités à la livraison

Si la quantité n'est pas conforme à la commande, et si le laboratoire concerné n'a pas donné de justificatifs, le Centre Hospitalier adhérent peut demander au fournisseur :

- De reprendre l'excédent en cas de dépassement (si supérieur à 10 %) de la quantité commandée ou d'émettre un certificat de destruction avec émission d'un avoir correspondant ;
- De compléter la livraison dans le cas contraire, dans les meilleurs délais après en avoir averti le membre adhérent.

9.3 Non-respect de la qualité

Le produit livré ne pourra être de qualité inférieure à celle de l'échantillon témoin remis lors de l'appel d'offres et conservé pendant toute la durée du marché.

Lorsqu'il est constaté, que les conditionnements sont détériorés ou différents de l'échantillon de l'échantillonnage ou que de manière générale, les exigences de qualité prévues au cahier des charges ne sont pas respectées, la livraison pourra être refusée.

En cas d'absence de conformité, le membre adhérent pourra demander le remplacement de la fourniture au frais du fournisseur (frais de reprise et de port) dans un délai de 4 jours à compter de la notification.

En cas d'interruption ou de modification de la fabrication d'un produit ou du conditionnement, le fournisseur est tenu de proposer au coordonnateur technique par courrier avec échantillons à l'appui et à un prix égal ou inférieur, un produit équivalent ou supérieur, dans un délai de 30 jours avant la date effective de ce changement.

Le coordonnateur technique n'est pas tenu d'accepter cette substitution.

En cas d'acceptation, la substitution fera l'objet d'un avenant. Le fournisseur est tenu d'assurer la livraison du produit retenu au marché jusqu'à la signature de l'avenant.

A défaut, le fournisseur pourra être considéré comme défaillant et la procédure prévue à l'article 45 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services pourra être mise en œuvre (« Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire »).

Article 10 – RUPTURE D'APPROVISIONNEMENT

10.1 Information coordonnateur technique

En cas de défaillance ou de prévision de défaillance, le fournisseur doit prévenir dans les plus brefs délais le coordonnateur technique par mail à l'adresse suivante : cdephar@ch-denain.fr

En lui indiquant :

- Le nom du produit,
- L'UCD,
- L'échéance à laquelle la rupture pourrait se produire ou la date de rupture,
- La cause de cette rupture,
- La durée prévisionnelle de cette rupture,
- La gestion des reliquats,
- Une proposition alternative le cas échéant en transmettant une offre de prix sans que cette dernière n'engendre de surcoût. Ce produit alternatif devra répondre aux exigences réglementaires,
- Tout élément qui permettrait de proposer des solutions palliatives aux adhérents.

Le coordonnateur technique pourra organiser une réunion avec le fournisseur (conférence téléphonique ou physique) permettant de mettre en place des actions de nature à assurer une continuité d'approvisionnement des adhérents.

Dès la première rupture sur un produit, un état des stocks mensuels devra être envoyé par mail à l'adresse suivante : cdephar@ch-denain.fr

10.2 Défaut ou retard de livraison

Lorsque le fournisseur ne peut honorer une commande de manière totale ou partielle et/ou lorsqu'il désire procéder à la modification de tout élément inscrit sur le bon de commande, il doit impérativement en informer sans délai, l'établissement adhérent :

- Soit par téléphone, confirmée d'une communication écrite dans un second temps ;
- Soit par fax ;
- Soit par courriel.

Le pharmacien de l'établissement adhérent se réserve alors le droit :

Soit de maintenir la commande et d'accepter un report de la date de livraison qui devra être déterminé en commun,

Soit de demander la livraison d'un produit de qualité équivalente ou supérieure à celui retenu, si le fournisseur le peut, sans préjudice financier pour le membre adhérent,

Soit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur de son choix, aux frais et risques du fournisseur défaillant en dérogation à l'article 21 du CCAG.

Article 11 – CLAUSES DE REEXAMEN EN CAS D'IMPREVISION ET DE CIRCONSTANCES IMPREVUES

11.1 Incidence d'un événement imprévisible et extérieur aux parties

- Obligation d'information

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution qui ne pouvait être prévu au moment de la conclusion du contrat de par sa nature ou son ampleur, notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le titulaire doit informer le coordonnateur du groupement dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet événement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet événement.

- Modalités de poursuite du contrat

Les parties pourront convenir par voie d'avenant des modalités d'adaptation d'exécution du contrat strictement nécessaires pour faire face à l'évènement imprévisible.

- La suspension du contrat

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de l'évènement imprévisible, le pouvoir adjudicateur peut décider de suspendre l'exécution du contrat sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par avenant à la fin de la période de crise.

- Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du contrat

Le titulaire du marché pourra formuler une demande d'indemnisation en cas de poursuite d'exécution du contrat. A ce titre, il devra produire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du contrat, du fait de la poursuite de l'exécution du contrat, dans les conditions de l'offre initiale malgré les éventuelles modalités d'adaptation éventuellement mises en œuvre en application de l'article précédent.

Il devra notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible.

Il est entendu que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

Le cas échéant, l'indemnisation prendra la forme d'une modification provisoire des prix du marché, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifié, et en tout état de cause sans que la période de modification des prix ne puisse excéder 3 mois.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par le pouvoir adjudicateur,
- Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

- **Prolongation du marché**

Si le présent marché arrive à terme pendant la période de survenance de l'événement, il pourra être prolongé par voie d'avenant, au-delà de la durée de l'accord-cadre prévue au présent CCAP, lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne pourrait être mise en œuvre dans des conditions raisonnables.

Cette prolongation peut s'étendre au-delà de la durée mentionnée à l'article L. 2125-1 du code de la commande publique, dans la limite de 6 mois.

Article 12 – PENALITES – RESILIATION – EXECUTION PAR DEFAULT

Seules les stipulations du CCAG-FCS relatives à la résiliation du marché sont applicables.

12.1 Pénalités

En cas de non-respect des délais de livraisons prévus à l'article 4, le titulaire pourra encourir, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité dont le montant est explicité ci-après, (dérogation à l'article 14 du CCAG FCS).

Le montant de la pénalité sera calculé selon la formule :

$$P = V \cdot R / 100$$

P : montant de la pénalité

V : valeur de la ligne de commande

R : nombre de jours de retard

Si le montant de la pénalité calculée selon cette formule est inférieur à 50€, un forfait minimum de 50€ sera appliqué par produit.

Le calcul du nombre de jours de retard s'arrêtera dès que le pharmacien de l'établissement adhérent aura :

- Accepter le report de la date de livraison
- Accepter un produit de qualité équivalente ou supérieure à celui retenu, si le fournisseur le peut, sans préjudice financier pour le membre adhérent
- S'approvisionner auprès d'un autre fournisseur de son choix, aux frais et risques du fournisseur défaillant, après notification au fournisseur défaillant.

Le montant de la pénalité ne dépassera pas 50% du montant de la ligne de commande (dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS).

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard. Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

12.2 Suspension

En cas de suspicion de risque pour la santé des patients ou des personnels, engendré par l'utilisation du produit, (notification de pharmacovigilance ou ANSM), le marché pourra être suspendu avec demande de reprise du stock existant ou destruction et mission d'avoir. (Dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG FCS).

Par ailleurs, les établissements adhérents se réservent le droit de s'approvisionner en produit équivalent auprès d'un autre fournisseur, sans contrepartie et sans pénalité financière.

12.3 Autres pénalités

En cas de défaillance du titulaire, l'administration sur avis du pharmacien responsable a la faculté de pourvoir aux besoins du service aux frais et risques du titulaire ou de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 36 chapitre 1 du CCAG – FCS

12.4 Résiliation

Le chapitre 7 du CCAG-FCS relatif à la résiliation, s'applique en complément des dispositions énoncées ci-après.

CAS DE RESILIATION POUVANT INTERVENIR A TOUT MOMENT DE L'EXECUTION DU MARCHE

- Résiliation pour cas de force majeure :

En cas de force majeure (abandon d'une technique, accidents ou incidents répétés de pharmacovigilance, recommandations de l'ANSM...), le GHT Hainaut-Cambrésis se réserve le droit de résilier tout ou partie du marché en cours d'exécution sans indemnité (dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG FCS).

- Résiliation pour faute du Titulaire :

Le GHT Hainaut-Cambrésis peut résilier le marché pour faute du Titulaire.

Au préalable, une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été notifiée au Titulaire et être restée infructueuse sauf si le motif de résiliation se fonde sur la perte du statut de laboratoire pharmaceutique ou des autorisations nécessaires à la vente des produits objets du marché spécifique.

Dans le cadre de la mise en demeure, le GHT Hainaut-Cambrésis informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Sont notamment constitutifs d'une faute, les cas suivants :

- Le Titulaire a refusé de répondre à une demande de passation d'un bon de commande émis par un bénéficiaire ;
- Le Titulaire a apporté sans approbation préalable du coordonnateur technique du GHT Hainaut-Cambrésis des modifications sur un élément substantiel des fournitures ou prestations ;
- Le Titulaire n'informe pas le coordonnateur technique du GHT Hainaut-Cambrésis d'une rupture de stock ;
- L'absence de livraison pendant plus d'une semaine (rupture de stock) ;
- La perte du statut de laboratoire pharmaceutique ou des autorisations nécessaires à la vente des produits objets du marché spécifique.

Ces cas de résiliation n'ouvrent droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours d'exécution jusqu'à la date effective de résiliation et de les rendre conformes aux modalités définies dans les pièces constitutives du marché. Il peut être fait application de l'article 45 du CCAG-FCS relatif à l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire (résiliation pour faute). Dans ce cas, le GHT Hainaut-Cambrésis ou le Bénéficiaire peut s'approvisionner aux frais et risques du Titulaire en défaut.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du Titulaire. Ce montant (augmentation des dépenses) est payé par le Titulaire sur la base d'un titre de recette émis par le Bénéficiaire ou, à défaut, est déduit de la facture adressée par le Titulaire au Bénéficiaire concerné.

La diminution des dépenses ne profite pas au titulaire.

- Résiliation au cas où le produit ne conviendrait pas aux utilisateurs

Si en cours d'exécution du marché, les utilisateurs venaient à s'apercevoir que le produit ne convenait pas ou le produit engendrait des complications d'utilisation, le GHT Hainaut-Cambrésis se réserve le droit de résilier le marché par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis d'un mois et sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité (en dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS).

Article 13 – DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRES ETRANGERS

13.1 Prix

Ils se conformeront aux dispositions de l'article 4 du présent C.C.A.P. Les prix établis comprennent les frais de douane et restent inchangés en cas de variations de change.

Article 14 – NANTISSEMENT

Le représentant légal du pouvoir adjudicateur délivre sur demande du titulaire gratuitement les pièces nécessaires au nantissement de son marché (art. 4.2.2 du CCAG – FCS).

Article 15 – CARACTERISTIQUES DE LA FOURNITURE

Les produits du domaine pharmaceutique sont définis par références au CSP, à la pharmacopée européenne, aux normes françaises et européennes.

L'étiquetage pour les produits du domaine pharmaceutique doit être conforme au CSP.

L'étiquetage des dispositifs médicaux, soumis à la norme CE et ceux listés LPPR, doit être conforme à la réglementation en vigueur, notamment, à la loi n° 94-665 du 04 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et à l'arrêté du 20 avril 2006 fixant les conditions de mise en œuvre des exigences essentielles applicables aux dispositifs médicaux, pris en application de l'article R.5211-24 du CSP.

Si le produit est inscrit sur la liste prévue à l'article L.165-1 du Code de la Sécurité Sociale (CSP) :

- Un code-barres correspondant aux numéros de code des produits ou prestations remboursables que les professionnels, organismes ou établissements délivrent aux assurés sociaux ou à leurs ayants droit et/ou un code EAN 128 (à l'aide du marquage Data Matrix intégrant le numéro de code des produits ou prestations remboursables que les professionnels, organismes ou établissements délivrent aux assurés sociaux ou à leurs ayants droit, le numéro de lot et la date de péremption ;
- Une ligne de légende correspondant à la traduction en clair de celui-ci et constituée de 13 caractères numériques obligatoires, c'est-à-dire les 13 caractères du numéro de code nécessaire à l'identification des produits et prestations remboursables figurant sur la liste des produits et prestations remboursables prévue à l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale ;
- Le libellé désignant ce produit ou cette prestation, tel qu'il apparaît sur la liste des produits et prestations remboursables prévue à l'article L. 165-1 du Code de la sécurité sociale ;
- Le numéro de lot et la date de péremption.

La durée de validité des produits livrés doit être égale ou supérieure aux 2/3 de la validité totale pour les produits à péremption inférieure à un an et d'au moins un an pour les autres.

Dans tous les cas, la fourniture est caractérisée par référence aux spécimens remis lors des dépôts préalables et les résultats des divers examens sont appréciés par comparaison avec ces spécimens sauf cas où un changement de présentation est demandé par le service pharmaceutique de l'établissement public de santé.

Conformément à la loi française, l'étiquetage et le mode d'emploi sont obligatoirement rédigés en français.

Article 16 – QUALIFICATION DES FOURNISSEURS ET ASSURANCE DE QUALITE

Le fournisseur et/ou son distributeur doit apporter la preuve :

- De sa qualification au regard des réglementations énoncées ci-dessus : établissements pharmaceutique pour la fourniture du médicament et/ou preuve de qualification pour les dispositifs médicaux ;
- D'avoir une organisation formalisée par un système qualité garantissant la qualité des marchandises jusqu'à leur livraison.

Le fournisseur et/ou son distributeur apporte les preuves de la qualification de cette organisation.

Article 17 – QUALITE DES PRODUITS

Pour les fournitures faisant l'objet de la présente consultation, le fournisseur apporte les preuves de la conformité des dispositifs médicaux au CSP (marquage CE dispositifs médicaux). Le fournisseur apporte la preuve de l'inscription sur la liste des produits et prestations remboursables (LPPR) pour les produits qui y sont soumis.

Les articles à livrer stériles seront conformes aux prescriptions relatives à la réglementation en la matière notamment en ce qui concerne la date limite d'utilisation, le conditionnement et les diverses indications à porter sur les emballages.

Les articles livrés non stériles et qui doivent être stérilisés par l'établissement public de santé doivent être compatibles avec les procédés et les conditions de stérilisation tels qu'ils ont été définis dans les bonnes pratiques de stérilisation.

Un mode opératoire relatif aux opérations de pré-décontamination lavage et stérilisation doit être fourni avec l'offre.

Article 18 – INFORMATIONS TECHNIQUES – FORMATION

Le ou les pharmacien(s) ont accès aux informations techniques, concernant les produits proposés (documents, référence à des banques de données, etc.).

Le titulaire du marché s'engage à former en tant que de besoin les utilisateurs à la bonne utilisation des produits proposés.

Le titulaire s'engage à fournir toute la documentation rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement corrects des dispositifs médicaux.

Le titulaire précise le nom, la qualité et l'adresse de son correspondant de matériovigilance.

Article 19 – GARANTIE

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter du jour de l'admission pendant le délai d'utilisation indiqué dans les emballages d'origine.

Les conditions d'exécution des garanties sont définies à l'article 33 du CCAG - FCS.

Article 20 – LITIGES

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, non résolu de manière amiable, les juridictions administratives compétentes sont celles du siège du Centre Hospitalier de Valenciennes (Tribunal Administratif de Lille en première instance, Cour Administrative d'Appel de Douai en appel et Conseil d'Etat en cassation).

Article 21 – DEROGATIONS AU CCAG – FCS

Article du présent CCP dérogeant au CCAG - FCS (Ar. Du 30/03/2021 - JO du 01/04/2021) :

- L'article 2 du CCP déroge à l'article 4 du CCAG-FCS.
- L'article 8 du CCP complète l'article 21 du CCAG-FCS.
- L'article 10.2 du CCP déroge à l'article 21 du CCAG- FCS.
- L'article 12.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG- FCS.
- L'article 12.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG- FCS.
- L'article 12.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG- FCS.
- L'article 12.2 du CCP déroge aux articles 38 et 42 du CCAG- FCS.
- Les articles 12.4 du CCP dérogent aux articles 38 et 42 du CCAG- FCS.